



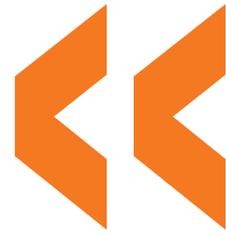
WDP

WAREHOUSES
WITH BRAINS



L'essor du nearshoring et l'avantage stratégique de la Roumanie

LIVRET BLANC



La Roumanie est incontournable pour le nearshoring en Europe. Elle est très prometteuse quant aux possibilités de tirer parti de la tendance du nearshoring, ce qui en fait une candidate solide à l'accueil d'implantations d'entreprises mondiales.

Gijs Klomp,
Business Development Manager chez WDP Romania

Table des matières

#0 Introduction	4
#1 Les avantages du nearshoring	6
#2 Le potentiel inexploité de la Roumanie	12
#3 La Roumanie	15
#4 Ce qu'il faut savoir sur le nearshoring en Roumanie	19
#5 Conclusion	30

#0

Introduction

Ces dernières années, le nearshoring a suscité un intérêt toujours plus grand en tant que solution de remplacement aux pratiques traditionnelles d'offshoring et d'outsourcing. Des événements tels que la pandémie mondiale et les conflits géopolitiques ont provoqué des perturbations sans précédent de la chaîne d'approvisionnement, contraignant les entreprises à réévaluer leurs stratégies opérationnelles. **Le nearshoring pourrait changer la donne.** Le transfert d'opérations ou de processus commerciaux vers des pays ou des régions proches permet aux entreprises de profiter des avantages d'un environnement commercial plus favorable, tels que des coûts généraux et de main-d'œuvre réduits, une chaîne d'approvisionnement plus efficace et une meilleure communication. Ce document se penche sur la multitude d'avantages du nearshoring, en examinant ses implications pour la résilience de la chaîne d'approvisionnement, les économies de coûts, l'alignement culturel et les objectifs de durabilité environnementale.

Dans un avenir où le nearshoring est susceptible de devenir la décision stratégique privilégiée des entreprises désireuses d'optimiser leurs opérations, **la Roumanie se distingue tout particulièrement et apparaît comme une terre d'opportunités.** Elle offre un séduisant mélange de rentabilité et de compétitivité qui peut aider les entreprises de toutes tailles à maximiser leur efficacité tout en réduisant les risques à un minimum. Forte de son potentiel économique, de son patrimoine culturel et de sa situation stratégique au carrefour de l'Europe centrale, orientale et du Sud-Est, la Roumanie se positionne comme un choix de premier plan au sein de l'Union européenne pour les entreprises qui élaborent une stratégie de nearshoring.

Dans ce document, nous examinons les facteurs sous-jacents de la tendance du nearshoring, y compris la montée du friendshoring – à savoir l’implantation dans des pays considérés comme des alliés politiques et économiques –, afin d’aider les entreprises à rationaliser leurs opérations de manière plus durable.

Soucieux d’adopter une approche équilibrée, nous tenons également compte des obstacles qui subsistent dans le domaine du nearshoring et des défis auxquels la Roumanie fait face.

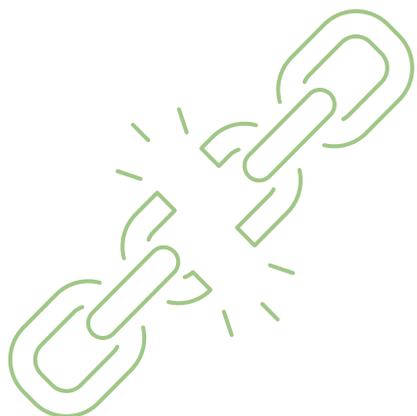
#1

Les avantages du nearshoring



Dans le paysage commercial mondial actuel, le nearshoring est apparu comme une alternative indéniable à l'offshoring pour les entreprises qui s'efforcent de rationaliser leurs opérations, de garantir des chaînes d'approvisionnement fiables et de réduire les coûts. Le nearshoring consiste à délocaliser des opérations ou des processus commerciaux dans un pays ou une région proche, souvent sur le même continent, afin de profiter **de coûts moins élevés, de la proximité, de fuseaux horaires similaires et de l'alignement culturel**. On note en outre le développement du friendshoring, une tendance liée qui consiste à déplacer les chaînes d'approvisionnement vers des pays politiquement et économiquement stables ou exposés à un faible risque de déstabilisation. Les pays d'Europe centrale et orientale en général, et la Roumanie en particulier, pourraient tirer parti de ce glissement de l'offshoring (lorsque des entreprises européennes délocalisent leur production en Asie, par exemple) au nearshoring, ou de la combinaison des deux. Dans ce document, nous décrivons dans les grandes lignes les avantages et les inconvénients de la Roumanie en tant que destination de nearshoring.

Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement remodelent le secteur



À la suite de perturbations sans précédent dans la chaîne d'approvisionnement, les acteurs logistiques, les fabricants et les gouvernements du monde entier voient leurs paradigmes opérationnels profondément bouleversés. La pandémie mondiale, l'invasion russe de l'Ukraine, les attaques de navires en mer Rouge et l'instabilité géopolitique ont mis en évidence la vulnérabilité des lignes d'approvisionnement étendues, **de sorte que les entreprises préfèrent désormais stocker, fabriquer et produire plus près de leurs marchés cibles, et souvent dans des pays « amis ».**

Dans l'intervalle, les entreprises de biens de consommation et de logistique s'empressent d'augmenter leurs stocks et **d'accroître leurs capacités d'entreposage**. Cette poussée soudaine alimente l'émergence de nouveaux pôles à travers le monde, mue par l'impératif de constituer des stocks plus importants et de diversifier les sources de fabrication plus proches de chez soi afin de contrer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. L'augmentation des possibilités d'approvisionnement et des stocks crée des marchés industriels émergents dans le monde entier.

« La proximité qu'offre le nearshoring renforce la résilience et la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement, aidant ainsi les entreprises à répondre aux demandes des clients de manière plus cohérente et plus efficace. »

Fiabilité de la chaîne d'approvisionnement



Le nearshoring peut améliorer considérablement la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement. En rapprochant leurs activités de production ou d'approvisionnement, les entreprises peuvent **raccourcir les temps de transport** et **atténuer les problèmes d'expédition**. Cela réduit les retards liés aux problèmes de douane et garantit des opérations plus fluides. En outre, le nearshoring améliore et resserre la supervision et la gestion des fournisseurs, ce qui permet d'améliorer la communication, le contrôle de la qualité, ainsi que la réactivité aux changements de la demande ou aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Globalement, la proximité qu'offre le nearshoring renforce la résilience et la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement, aidant ainsi les entreprises à répondre aux demandes des clients de manière plus cohérente et plus efficace.



Réduction des coûts de transport

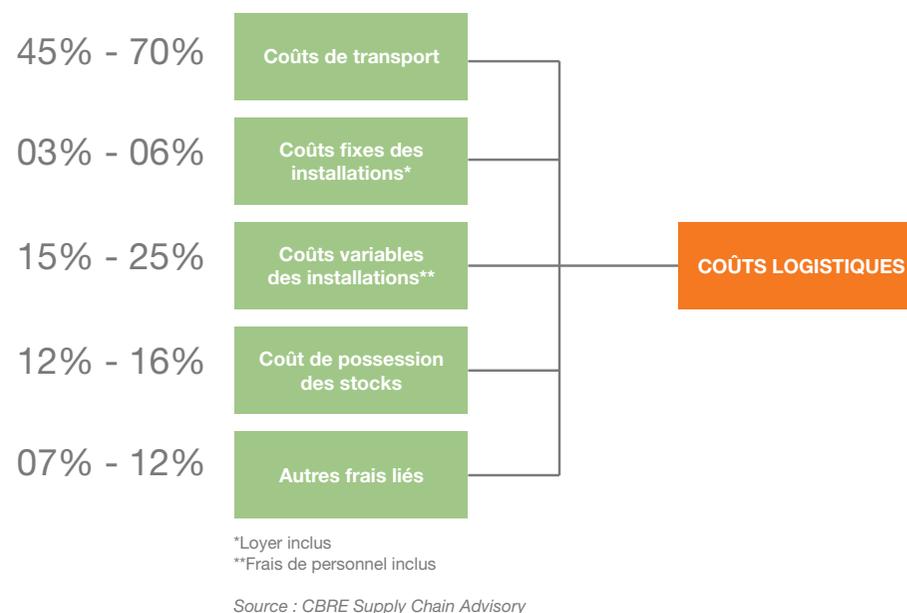
Selon CBRE Supply Chain Advisory, les coûts de transport représentent souvent 50 à 70 % des dépenses logistiques d'une entreprise et dépassent dès lors très largement les frais fixes liés aux installations qui, immobilier compris, ne représentent que 3 à 6 %. Par conséquent, bien que le nearshoring ne s'avère pas toujours aussi abordable que l'offshoring lointain en termes de coûts de production, par exemple, il offre des économies potentielles **en réduisant les frais de transport et en limitant au mieux les risques liés à la chaîne d'approvisionnement** sans compromettre la qualité.



CBRE estime qu'il faut une augmentation d'environ 8 % des frais fixes liés aux installations pour égaler l'impact d'une augmentation de seulement 1 % des coûts de transport. Sur la base de cette formule, augmenter les stocks en ajoutant des entrepôts et des espaces de production plus proches des marchés cibles pourrait réduire les coûts de manière significative.

« Le nearshoring offre des économies potentielles en réduisant les frais de transport et en limitant au mieux les risques liés à la chaîne d'approvisionnement sans compromettre la qualité. »

Structure des dépenses logistiques d'une société



Il est cependant crucial d'examiner le contexte élargi. Même si les coûts de transport sont moins élevés, les entreprises doivent également prendre en considération d'autres coûts, comme la main-d'œuvre. Même si les salariés des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) gagnent plus que leurs homologues de pays comme l'Inde ou les Philippines, leurs salaires sont certainement plus intéressants aux yeux des employeurs que ceux en vigueur dans les pays d'Europe occidentale.

« En déployant une stratégie de nearshoring, les entreprises peuvent promouvoir une culture organisationnelle cohérente dans toutes leurs implantations, ce qui est essentiel pour préserver le moral et l'implication des travailleurs. »

Alignement culturel et compatibilité des fuseaux horaires



Le nearshoring permet aux entreprises de garder une plus grande proximité géographique et, le plus souvent, culturelle avec leurs partenaires d'externalisation. L'alignement culturel est crucial parce qu'il favorise une communication, une compréhension et une collaboration efficaces entre des équipes actives dans des lieux différents. Il permet de **réduire au mieux les malentendus, d'accroître la productivité et d'améliorer l'efficacité globale** des opérations délocalisées. En déployant une stratégie de nearshoring, les entreprises peuvent promouvoir une culture organisationnelle plus cohérente dans toutes leurs implantations, ce qui est essentiel pour préserver le moral et l'implication des travailleurs.

Dans le cadre d'un partenariat d'offshoring courant entre une entreprise européenne et l'Asie, le décalage horaire peut aller jusqu'à sept heures. Le nearshoring vers des pays dont les fuseaux horaires sont similaires peut **contribuer à réduire les retards dans la communication et l'exécution des projets**, étant donné que les équipes ont des horaires de travail comparables.

Réduction de l'empreinte carbone



L'impact environnemental des opérations de transport et des chaînes d'approvisionnement étendues est depuis longtemps un sujet de préoccupation pour le secteur logistique. Compte tenu de la sensibilisation grandissante au changement climatique et au développement durable, les clients, les investisseurs et les gouvernements attendent de plus en plus de ce secteur qu'il donne la priorité à la responsabilité environnementale. La bonne nouvelle, c'est que les pratiques durables peuvent permettre de réaliser des économies grâce à une meilleure efficacité, à la réduction de la consommation de carburant et à une production minimale de déchets. **Le nearshoring permet aux entreprises de faire une grande différence pour l'environnement** en réduisant leur empreinte carbone grâce à des itinéraires de transport plus courts. En relocalisant la production ou les activités d'approvisionnement plus près du marché, le nearshoring est généralement synonyme de distances plus courtes pour les matières premières, les composants et les produits finis. Cela peut déboucher sur une diminution de la consommation de carburant et des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que sur une réduction globale de l'empreinte carbone associée à la logistique et au transport.

C'est particulièrement le cas lorsque le nearshoring concerne un pays qui mène des initiatives régionales fortes en matière de durabilité – un État membre de l'Union européenne (UE) par exemple. Approuvé en 2020, le **Green Deal européen** est un ensemble d'initiatives politiques de la Commission européenne dont l'objectif premier est de rendre l'UE climatiquement neutre en 2050. Le nearshoring permet aux entreprises de bénéficier d'une infrastructure avancée et de réglementations environnementales qui stimuleront leurs efforts en matière de durabilité.



WDP

WAREHOUSES
WITH BRAINS



#2

Le potentiel inexploité de la Roumanie



En Europe centrale et orientale (ECO), la Roumanie offre un séduisant mélange d'accessibilité financière et de compétitivité, ce qui en fait une plateforme attrayante pour les entreprises à la recherche de possibilités inexploitées en matière de nearshoring. Nous nous sommes entretenus avec **Gijs Klomp, Business Development Manager chez WDP Romania**, pour en savoir plus. Gijs a plus de 20 ans d'expérience dans le secteur immobilier, où il a occupé plusieurs postes de direction. Depuis janvier 2022, il travaille pour WDP en Roumanie, qui est le troisième plus grand marché de WDP.

Quelle est la position actuelle de la Roumanie sur le marché du nearshoring ?

« La Roumanie est incontournable pour le nearshoring en Europe. Elle est très prometteuse quant aux possibilités de tirer parti de la tendance du nearshoring, ce qui en fait une candidate solide à l'accueil d'implantations d'entreprises mondiales. La Roumanie est un État membre de l'UE, qui reste le deuxième pôle économique mondial : c'est là son atout principal. Le nearshoring a un grand potentiel parce que les entreprises qui se concentraient autrefois sur l'offshoring en Asie sont en train de revoir leur stratégie.

En ce qui concerne les produits destinés au marché européen, en particulier au sein de l'UE, la Roumanie est le deuxième pays le plus rentable après la Bulgarie si l'on tient compte du coût de la main-d'œuvre, qui est traditionnellement l'un des principaux facteurs incitant les entreprises à choisir l'Asie. »

Quels sont les facteurs qui contribuent à l'émergence de la Roumanie comme destination de premier choix pour les projets de nearshoring ?

« La Roumanie est actuellement l'un des pays les plus prometteurs d'Europe centrale et orientale (ECO) dans le secteur de l'immobilier industriel, qui inclut les entrepôts destinés à la logistique et à l'industrie légère.

Membre de l'OTAN depuis 2004 et de l'UE depuis 2007, la Roumanie est un pays très stable sur le

plan politique qui attache une grande importance à ses relations avec l'Union européenne et les États-Unis. La tendance récente au friendshoring plutôt qu'à l'offshoring fait de ce pays une destination privilégiée pour les nouveaux entrepôts et les nouvelles installations de production. »

« La Roumanie est incontournable pour le nearshoring en Europe. »

En quoi le potentiel de la Roumanie diffère-t-il de celui d'autres pays comparables d'Europe centrale et orientale, la Bulgarie par exemple ?

« La taille et la situation géographique sont des facteurs clés. La Roumanie est le deuxième plus grand pays de la région (après la Pologne) et a une situation plus centrale que la Bulgarie. Son écosystème est aussi mieux développé, tant pour l'industrie manufacturière que pour les services complémentaires. Le pays a rejoint l'espace de libre circulation sans visa de l'UE (Schengen) pour les ports et les aéroports en avril 2024. Les entreprises peuvent maintenant expédier directement leurs marchandises vers l'Europe occidentale en passant par la Hongrie (alors qu'au départ de la Bulgarie, les marchandises devraient transiter par la Serbie, qui n'est pas membre de l'UE, ou faire de façon très ironique un détour par la Roumanie).

Les entreprises qui souhaitent une délocalisation proche de leurs activités sont souvent attirées par des pays riches en ressources naturelles. La Bulgarie a moins de ressources naturelles que la Roumanie ; la Roumanie dispose de ses propres ressources en pétrole et en gaz, ce qui la rend moins dépendante des importations. »

« La tendance émergente du « friendshoring » fait de la Roumanie une destination privilégiée pour les nouveaux entrepôts et les nouvelles installations de production. »

En ce qui concerne l'identification des obstacles qui empêchent la Roumanie de devenir une destination plus importante pour le nearshoring, comment son plan de développement des infrastructures répond-il aux défis actuels ?

« L'infrastructure routière globale de la Roumanie reste relativement sous-développée au sein de l'UE, comme l'illustre son réseau autoroutier limité d'environ 1 000 kilomètres, avec de nombreux chaînons manquants. Cependant, le pays est en train de développer significativement son infrastructure routière, tout particulièrement en accélérant la construction d'autoroutes. »

Quelles sont les initiatives mises en place pour contrer le déclin démographique de la Roumanie ?

« La Roumanie fait face à un défi démographique important lié au déclin constant de sa population, dû en grande partie à l'émigration : un quart de sa population a migré vers l'Europe occidentale depuis 1989. Plus de 5 millions de Roumains ont quitté le pays, à la recherche de meilleures opportunités. Il y a toutefois une lueur d'espoir, car la population résidente est en légère croissance après deux décennies de déclin. Cette croissance est attribuée à la transformation de la Roumanie en un marché de consommation ; l'augmentation de la richesse qui en résulte pourrait freiner l'émigration et stimuler le taux de fécondité. Bien que la démographie reste problématique, on note des signes d'amélioration, surtout par rapport à d'autres pays d'Europe centrale et orientale comme la Bulgarie et les États baltes. »

Comment WDP aide-t-elle les entreprises à surmonter les obstacles réglementaires qui compliquent l'établissement d'activités en Roumanie ?

« Bien que les taxes publiques soient faibles en Roumanie, les services publics correspondants sont souvent en deçà des normes internationales, de sorte qu'il est difficile de naviguer dans le système. Il n'est pas toujours évident de s'orienter dans le secteur public en Roumanie. Comme l'a indiqué la Banque européenne d'investissement, les autorités roumaines manquent de professionnels compétents en gestion de projets. Cela entraîne un processus de décision complexe. Voilà pourquoi les entreprises qui s'installent en Roumanie ont parfois du mal à s'y retrouver. Chez WDP, nous proposons non seulement des solutions d'hébergement sur mesure pour les entreprises logistiques et industrielles, mais nous aidons également nos clients à obtenir les autorisations relatives à de nouveaux sites, par exemple. »

Dans quelle mesure l'évolution de l'image de la Roumanie influence-t-elle sa capacité à attirer des investissements étrangers et à susciter l'intérêt des entreprises ?

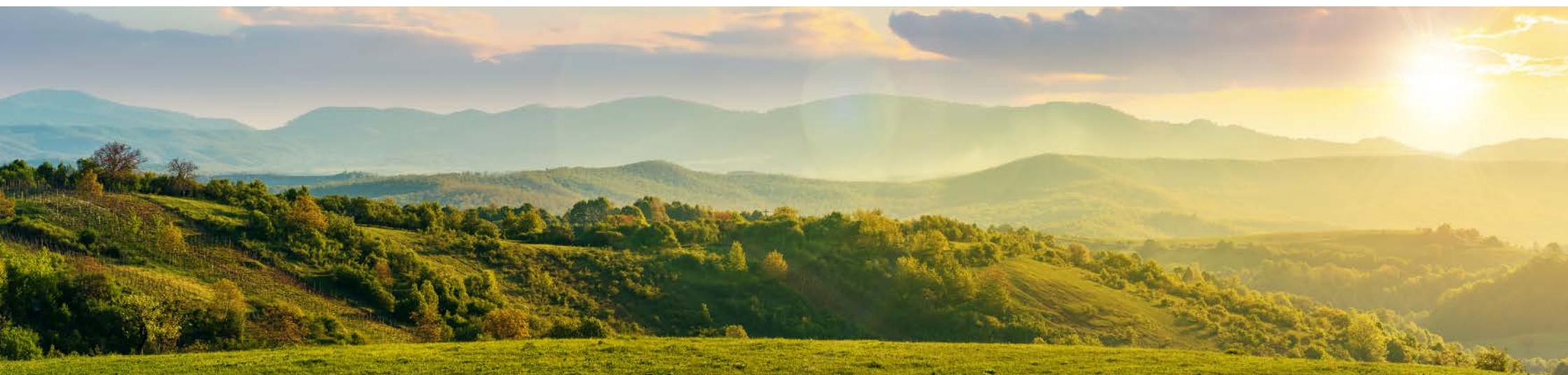
« L'image négative dont la Roumanie a souffert dans le passé était largement due à un manque de connaissance du pays, de sa culture et de ses habitants. À mesure que les entreprises explorent la Roumanie et découvrent son potentiel inexploité, l'image du pays s'améliore progressivement. Le bouche-à-oreille est un puissant outil pour modifier les perceptions car, le plus souvent, les entreprises présentes en Roumanie apprécient le pays et ses habitants. »



#3

La Roumanie

La Roumanie se situe au carrefour de l'Europe centrale, de l'Europe orientale et de l'Europe du Sud-Est. Ce pays est un mélange fascinant de merveilles naturelles, de potentiel économique et de patrimoine culturel. Décrite de façon romantique comme un poisson dont la queue baigne dans la mer Noire, elle partage ses frontières avec la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, l'Ukraine et la République de Moldavie. La Roumanie est le 12e plus grand pays d'Europe et le 6e État membre de l'UE en termes de population, puisqu'elle compte 19,6 millions d'habitants.



Géographie

La Roumanie possède des paysages naturels d'une beauté exceptionnelle. Elle compte près de 10 000 km² de zones protégées, dont 13 parcs nationaux et 3 réserves de biosphère. La chaîne montagneuse des Carpates, qui domine les régions centrale et septentrionale, offre des paysages pittoresques et des possibilités fantastiques aux amateurs de randonnée, de ski et d'observation de la faune.

La Roumanie abrite également le Danube, un fleuve d'une importance vitale pour le transport qui forme une frontière naturelle avec la Serbie et la Bulgarie et se jette dans la mer Noire. Le climat du pays varie : continental tempéré à l'intérieur des terres, il est plus doux le long de la côte.

Bucarest, la capitale, est un mélange de charme suranné et de modernité. Surnommée le « Paris de l'Est » avant la Seconde Guerre mondiale, elle s'enorgueillit d'élégants boulevards, d'une architecture Belle Époque et d'une scène culturelle animée. Les visiteurs peuvent découvrir des monuments célèbres comme le Palais du Parlement ou se balader dans le quartier historique de Lipscani, qui regorge de cafés, de boutiques et de galeries d'art.

Économie

La Roumanie a une économie de marché en développement et a entrepris d'importantes réformes économiques fondées sur la privatisation d'entreprises publiques et la libéralisation des marchés. Membre de l'UE et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Roumanie a fait des progrès considérables afin de faciliter l'intégration commerciale et économique.

Les secteurs économiques clés sont l'industrie manufacturière, l'agriculture, les services et le tourisme. L'industrie manufacturière en particulier, qui comprend le secteur automobile, l'électronique, les machines et le textile, contribue de manière significative aux exportations. L'agriculture joue un rôle capital dans les zones rurales et la Roumanie est l'un des principaux producteurs européens de céréales, de légumes et de fruits.

Le secteur des services enregistre une croissance alimentée par les technologies de l'information, les télécommunications et la sous-traitance. La Roumanie s'est révélée être une destination compétitive pour les services informatiques, car elle bénéficie d'une main-d'œuvre qualifiée et de coûts d'exploitation moins élevés qu'en Europe occidentale.

Le tourisme est crucial dans l'économie roumaine ; il contribue à la création d'emplois, au développement des infrastructures et à la préservation de la culture. Des efforts sont mis en œuvre pour promouvoir le tourisme durable et préserver les sites du patrimoine naturel et culturel, l'objectif étant de trouver un équilibre entre la croissance économique, la sauvegarde de l'environnement et le développement communautaire.

Faits et chiffres



Fuseau horaire :

heure de l'Europe de l'Est (GMT + 2). L'heure d'été, qui avance d'une heure par rapport à l'heure UTC + 3 h, est appliquée du dernier dimanche de mars au dernier dimanche d'octobre.

Monnaie :

leu (même si la Roumanie n'a pas adopté l'euro, l'économie est de facto libellée en euros)



Jours fériés :

le 30 novembre, jour de la Saint-André (le saint patron de la Roumanie), et le 1er décembre, jour de la fête nationale.

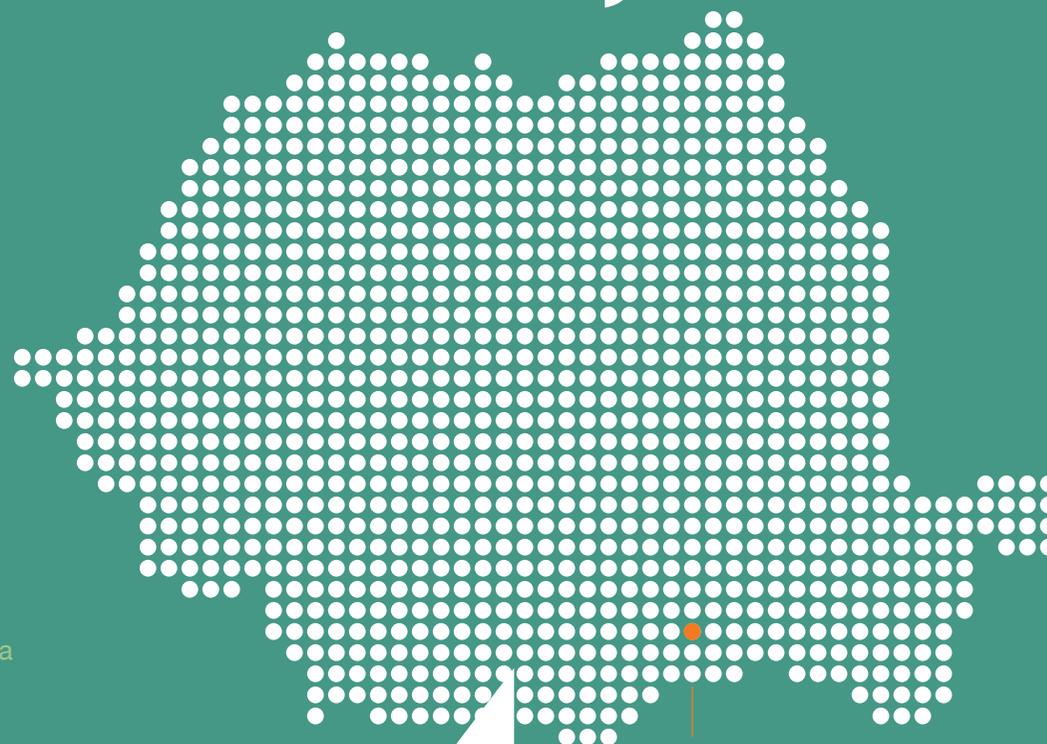
Population



19.6 millions

Superficie

238,4 km²



Langue officielle :

roumain (langue latine proche du français, de l'italien et de l'espagnol)

Capitale :

Bucarest (București)



Gastronomie et culture

La cuisine roumaine est un généreux mélange de saveurs influencées par les traditions turques, hongroises et balkaniques. La gastronomie roumaine reflète ce multiculturalisme tout en s'efforçant d'innover. À Bucarest et ailleurs, de nombreux restaurants ouvrent la voie en redéfinissant et en affinant la cuisine du pays. C'est par exemple le cas de Bogdan Dănilă, premier chef étoilé au Michelin en Roumanie, qui a récemment ouvert le restaurant Pastel à Cluj-Napoca.

La Roumanie est un pays religieux : la majorité des habitants sont membres de l'Église orthodoxe roumaine, mais dans les régions hongroises du pays, ils sont pour la plupart catholiques ou protestants. La culture roumaine reflète la diversité de son histoire, influencée par les traditions romaines, ottomanes, hongroises et slaves. Englobant l'art, la littérature, la musique et la danse, le patrimoine culturel du pays mêle éléments indigènes et influences extérieures. Le paysage culturel du pays est également façonné par son patrimoine architectural, assemblage de châteaux médiévaux, d'églises orthodoxes et de centres urbains animés où les styles architecturaux se mélangent. Le château de Bran immortalisé par le film Dracula de Bram Stoker, les monastères peints de Bucovine et les ruines antiques de Sarmizegetusa Regia comptent parmi les sites les plus emblématiques du pays.

Se rendre en Roumanie et s'y déplacer

La plupart des vols internationaux atterrissent à l'aéroport international Henri Coandă de Bucarest. Plusieurs autres villes comme Timisoara, Cluj-Napoca et Iasi ont des aéroports internationaux. Le port de Constanta est le plus grand port de la mer Noire et un pôle de transbordement important.

La plupart des trains internationaux accèdent à la Roumanie en passant par Budapest puis Braşov et Bucarest. Dans le pays même, un grand réseau de bus et de trains relie les principales villes.

#4

Ce qu'il faut savoir sur le nearshoring en Roumanie

Une récente enquête menée par Ernst & Young a montré que plus de la moitié des 101 entreprises étrangères participantes prévoyaient d'établir ou d'étendre leurs activités en Roumanie, principalement au niveau des chaînes d'approvisionnement et de la logistique. Le pays se classe dès lors quatrième en Europe en ce qui concerne les intentions d'investissement. Après avoir longtemps été un des pays les plus pauvres d'Europe, la Roumanie s'est discrètement rapprochée de ses pairs pour devenir la deuxième économie d'Europe de l'Est après la Pologne. Les investissements directs d'entreprises étrangères ont été l'un des moteurs de cette transformation.

Quels sont donc les éléments qui ont aidé la Roumanie à devenir un choix de premier plan pour le nearshoring ?

Infrastructures

Des infrastructures bien développées sont essentielles pour qu'un pays devienne une destination privilégiée de nearshoring car elles offrent le soutien nécessaire à la croissance et aux activités commerciales.

Des infrastructures solides, entre autres des réseaux de transport fiables, des systèmes de communication modernes et des services publics efficaces, réduisent les obstacles logistiques et fluidifient les opérations commerciales. Elles sont cruciales pour le nearshoring car elles ont des effets directs sur l'efficacité opérationnelle et l'accessibilité. En outre, des infrastructures de qualité contribuent à créer un environnement favorable aux entreprises, qui attire les investissements et les compétences. Ces dernières années, le gouvernement roumain a lancé une série d'ambitieux programmes d'amélioration des infrastructures.

PORT DE CONSTANTA

Constanta est le plus grand port maritime de la région de la mer Noire et occupe une position géographique stratégique au carrefour de l'est et de l'ouest :

de nombreux pays asiatiques expédient leurs marchandises par ce port et le Rhin, le fleuve le plus productif d'Europe sur le plan des activités logistiques et industrielles, est relié à Constanta par le canal Rhin-Main-Danube.

En mars 2024, le gouvernement roumain a donné le feu vert à un important projet d'infrastructure visant à étendre le secteur sud du port de Constanta afin de répondre à la demande grandissante de trafic ainsi qu'aux troubles régionaux liés à la guerre en Ukraine. Le projet, dont le coût total est estimé à 1,12 milliard d'euros, comprendra de nouveaux terminaux, des routes d'accès et des services d'utilité publique dans la région. L'objectif est de permettre au port d'accueillir des navires de plus grande capacité aux 17 postes d'amarrage nouvellement créés, ce qui augmenterait considérablement la capacité de chargement du port. Ce projet s'ajoute à un autre investissement important lancé récemment afin d'améliorer l'infrastructure de transport dans le port.



ÉNERGIE

La Roumanie est très fière de son mix énergétique diversifié et de sa faible dépendance aux importations dans le secteur de l'énergie. Cela explique la résilience et la sécurité énergétiques élevées du pays à la suite de la guerre en Ukraine.

Le mix électricité de la Roumanie est l'un des plus équilibrés de l'UE, car le charbon, l'hydroélectricité, le gaz fossile, l'énergie nucléaire et l'énergie éolienne ont des parts comparables en termes de capacité et de production d'électricité. De manière générale, le réseau électrique dispose encore d'une bonne disponibilité de capacité, contrairement à de nombreux pays d'Europe occidentale.

Cette année, le gouvernement a approuvé l'octroi de 418,2 millions d'euros de subventions aux gestionnaires des réseaux régionaux de distribution d'électricité

afin de soutenir des projets d'extension et de modernisation du réseau d'une valeur totale de 645,7 millions d'euros.

Le plan européen REPowerEU vise à rendre l'Europe moins dépendante des combustibles fossiles et à accélérer la transition vers les énergies vertes. Basé sur deux nouvelles réformes et sept investissements, le chapitre REPowerEU de la Roumanie se concentre sur l'accélération de la production d'énergie verte, la promotion de l'efficacité énergétique des bâtiments ainsi que sur la reconversion et la mise à niveau des compétences des travailleurs dans le secteur de la production d'énergie verte. Le gouvernement roumain a obtenu 28,5 milliards d'euros de fonds et subventions pour contribuer au financement de l'initiative.



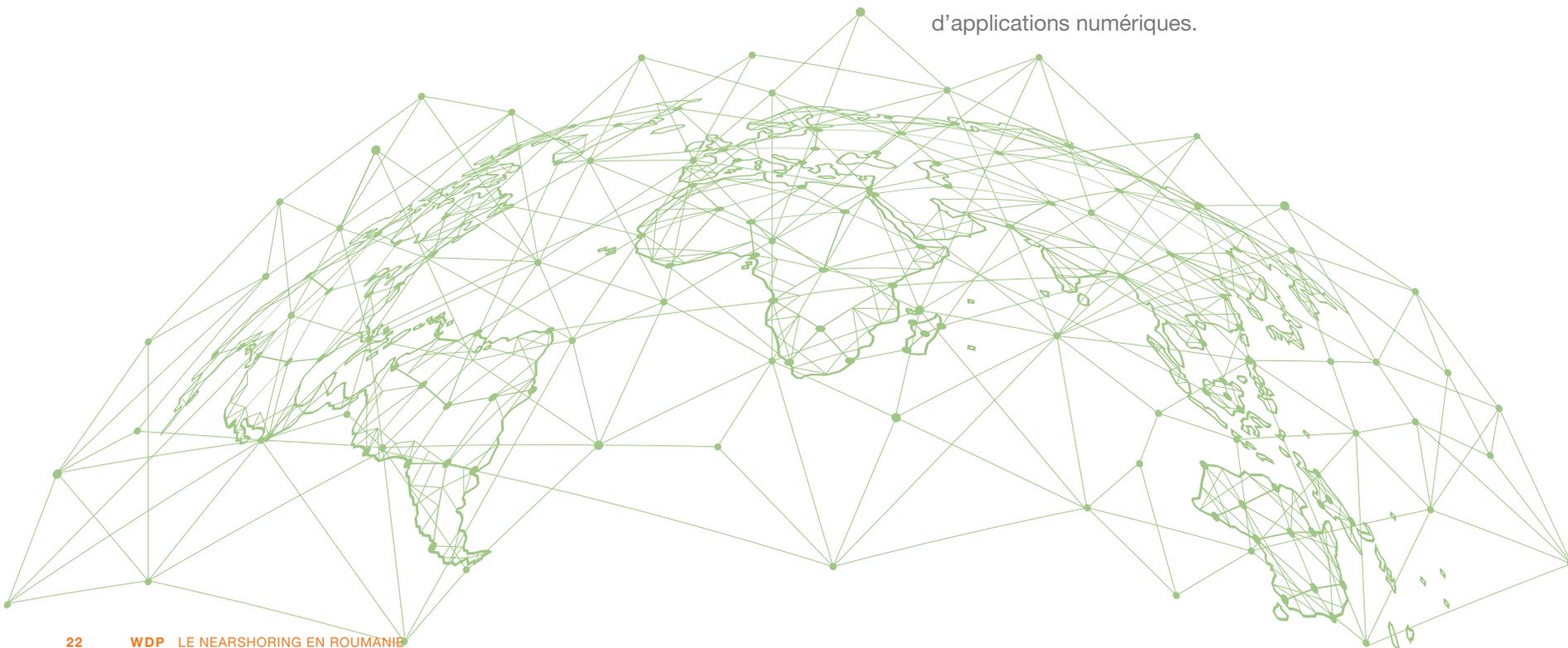
INTERNET

Bien que cela semble quelque peu surprenant, la Roumanie a toujours figuré parmi les pays les plus performants au monde en ce qui concerne la vitesse de l'internet (260,97 Mbps) au cours de la décennie écoulée. Selon Eurostat, le taux de pénétration de l'internet en Roumanie est également l'un des plus élevés d'Europe, avec un niveau d'accès à l'internet de 92 % en décembre 2023 qui lui vaut de devancer certains des pays les plus riches d'Europe, dont la France, la Belgique, la Finlande et l'Autriche.

Cette connectivité généralisée est largement attribuée à la prolifération de petits fournisseurs de proximité, qui ont assuré un accès abordable et local à l'internet. Ces fournisseurs locaux ont contribué à jeter les bases du paysage numérique roumain, démontrant l'effet significatif des initiatives locales sur la couverture internet nationale.

La Stratégie pour l'agenda numérique de la Roumanie 2020 décrit l'approche choisie pour développer l'infrastructure numérique et à large bande, en accord avec les objectifs plus larges de l'Union européenne pour une société du gigabit. Elle se concentre sur plusieurs domaines d'action, en accordant la priorité à la large bande et à l'infrastructure des services numériques. Un thème central est le développement de l'infrastructure de réseau de nouvelle génération, qui met l'accent sur le déploiement de réseaux de fibre optique proches des utilisateurs finaux afin d'assurer un accès fiable à l'internet haut débit, aussi essentiel pour les particuliers que pour les entreprises.

En 2019, la Roumanie a adopté la Stratégie nationale pour la mise en œuvre de la 5G, une mesure importante pour améliorer son infrastructure de télécommunications. Cette stratégie définit le cadre du déploiement des réseaux 5G, qui devraient déboucher sur une nouvelle génération de services et d'applications numériques.



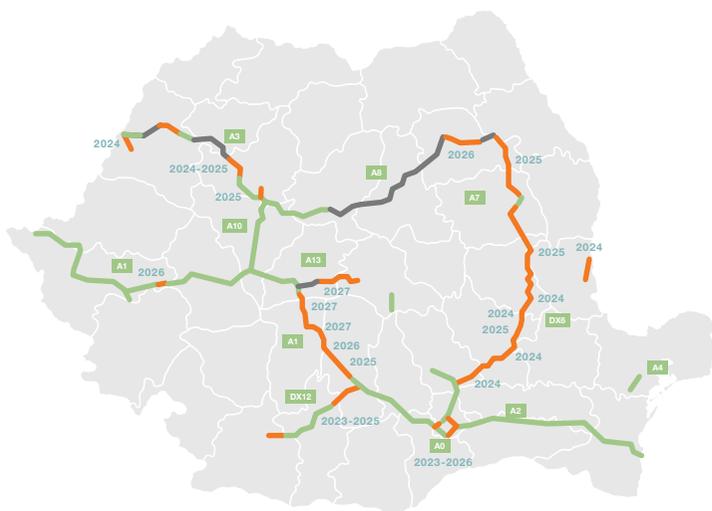
INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT

L'infrastructure de transport de la Roumanie compte toujours parmi les moins développées de l'Union européenne et son réseau autoroutier est l'un des plus courts. Néanmoins, le pays investit massivement dans l'amélioration de cette infrastructure de transport, avec un programme qui prévoit entre autres la construction de 1 700 km d'autoroutes et de voies rapides.

Le projet A7 est une initiative stratégique essentielle financée par le plan de relance européen post-Covid-19 et a été lancé avant le début de l'invasion russe de l'Ukraine. Cependant, les travaux se sont accélérés depuis le début de la guerre et devraient être terminés en 2026. Longue de 319 km, l'autoroute A7 reliera Bucarest à la Moldavie, région roumaine sous-développée à l'heure actuelle, et à la frontière ukrainienne. L'axe nord-sud de 500 km dont la Roumanie rêve depuis des années deviendra ainsi réalité.

Pour mettre les choses en perspective : l'infrastructure routière de la Roumanie a doublé au cours des cinq dernières années et elle va encore doubler au cours des cinq prochaines années, créant ainsi un corridor d'est en ouest et du nord au sud.

L'infrastructure ferroviaire est elle aussi modernisée. Plus tôt cette année, le ministère roumain des Transports a signé un contrat innovant portant sur 62 trains électriques dernier cri du fabricant polonais PESA, marquant un progrès majeur dans les efforts de modernisation des chemins de fer roumains. Cette acquisition, dont le coût s'élève à 600 millions d'euros et qui est financée par le Fonds européen pour la modernisation, transformera le transport ferroviaire en Roumanie : le réseau étendu ainsi créé reliera en effet 15 villes. Plusieurs grands corridors ferroviaires sont en cours de modernisation, ce qui contribuera à résoudre le problème persistant de la vitesse moyenne très faible du trafic ferroviaire en Roumanie.



- Route ouverte (1.074 km)
- En construction (777 km)
- Prévu
- 2026 Date d'ouverture prévue





Logistique et immobilier

Entretien avec **Mihai Patrulescu**, responsable du département **Investment Properties de CBRE Romania**
Leader mondial des services et des investissements immobiliers commerciaux, CBRE compte plus de 115 000 professionnels dans plus de 100 pays. Mihai Patrulescu est à la tête du département Investment Properties de CBRE Romania. Avant de rejoindre CBRE Romania, Mihai Patrulescu a occupé des postes clés dans une autre société immobilière : il a pris part à des transactions de portefeuille complexes en tant que Senior Investment Associate et Head of Strategic Analysis.



Comment évaluez-vous le potentiel du nearshoring pour la Roumanie ?

« Des événements récents comme la pandémie et la guerre en Ukraine ont intensifié les discussions sur le nearshoring, le friendshoring devenant une tendance qui prend de plus en plus d'ampleur.

Bien que ces tendances prennent du temps à se consolider (environ cinq ans), je pense que le nearshoring et le friendshoring seront essentiels pour la Roumanie dans les prochaines années. »

Si vous revenez sur les cinq dernières années, avez-vous déjà noté une évolution de l'activité de location ?

« Oui. Avant 2020 et même en 2021 et 2022, l'activité de location en Roumanie était surtout alimentée par l'entreposage et la logistique. Au fil des ans, la situation a évolué et en 2023, pour la première fois, nous avons constaté une augmentation de la location non seulement pour l'entreposage et la logistique, mais aussi pour la production, qui est passée de 7 % en 2022 à 18 % en 2023. »

Du point de vue du nearshoring, en quoi la production est-elle différente ?

« Contrairement au stockage et à la logistique, on ne déplace pas simplement une activité de production parce qu'il y a des avantages à court terme. Les entreprises qui choisissent une délocalisation de proximité et installent leur

production en Roumanie estiment que ce pays est le meilleur choix stratégique – aujourd'hui comme demain. Cela montre qu'il est fort probable que le nearshoring en Roumanie continuera à gagner en importance. »

L'ensemble du pays en tire-t-il profit ou y a-t-il des régions plus prospères que d'autres ?

« Quand on parle de nearshoring, il faut de la demande, d'une part, mais aussi le potentiel pour l'absorber, d'autre part. C'est à ce niveau-là que la Roumanie a vraiment évolué. Jusqu'en 2021, Bucarest a été le principal moteur et représentait une activité de location totale d'environ 82 %. En deuxième position, on trouvait les régions de l'ouest et du nord-ouest de la Roumanie, qui tournaient autour de 20 %. Pourquoi ? Parce que les infrastructures roumaines étaient assez médiocres en raison de la proximité de la Hongrie, cela n'a pas eu de répercussions sur l'ouest du pays. Comme vous pouvez l'imaginer, cela signifie également qu'il existe un potentiel inexploité dans d'autres régions de Roumanie. »

Quel sera l'effet de l'amélioration des infrastructures sur le potentiel de nearshoring ?

« Au cours des cinq dernières années, les infrastructures ont connu une transformation majeure en Roumanie. Le nombre de kilomètres d'autoroutes a doublé et les projections tablent sur un nouveau doublement au cours des cinq

prochaines années. Ces nouvelles autoroutes désenclavent déjà des régions autrefois sous-développées et créent ainsi de nouvelles opportunités d'emploi (données relatives à la croissance de l'emploi, si disponibles). Cette amélioration des infrastructures débouchera probablement sur une répartition plus équilibrée de l'activité économique en Roumanie, dont une augmentation de l'activité de location dans ces régions jusqu'alors inexploitées. »

Est-il possible d'évaluer le potentiel des différentes régions de Roumanie ?

« L'évaluation du potentiel des différentes régions de Roumanie révèle des avantages et des opportunités distincts pour les promoteurs et les investisseurs. L'ouest/nord-ouest se distingue par sa main-d'œuvre qualifiée et sa position stratégique de porte d'entrée vers l'Europe occidentale ; cette région est donc très recherchée. Dans le sud, la concurrence limitée, la main-d'œuvre abordable et l'excellent accès aux transports offrent des possibilités qui ont été sous-exploitées. Le centre peut s'enorgueillir d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et d'un projet d'autoroute reliant Brasov à Bucarest, ce qui en fait une région attrayante pour les investisseurs. Dans la région est/nord-est, des facteurs tels qu'une concurrence limitée, une main-d'œuvre bon marché et des sites avantageux comme Iasi et Galati offrent des perspectives de développement et d'investissement prometteuses. »

Main-d'œuvre



La Roumanie fait valoir son réservoir de main-d'œuvre de qualité, forgé par son passé industriel et ses compétences linguistiques. Grâce à l'héritage latin de la langue roumaine, les compétences linguistiques observées dans le pays vont au-delà de l'anglais et incluent le français, l'espagnol et l'italien. Une situation qui contraste avec la Bulgarie, un pays slave où les connaissances de langues autres que le bulgare sont moins développées.

COÛT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le coût de la main-d'œuvre en Roumanie est moins élevé que dans les pays d'Europe occidentale : le tarif horaire est le deuxième plus bas de l'UE et s'élève à 11 €, ce qui est nettement inférieur à des pays comme la France et l'Allemagne, où le coût horaire de la main-d'œuvre dépasse 40 €.

FAIBLE COÛT DE LA VIE

Le coût de la vie en Roumanie est l'un des plus bas de l'UE, même à Bucarest. Dans le classement Mercer du coût de la vie de 2023, Bucarest se classe 142e sur 227 villes dans le monde. La capitale de la Roumanie est plus accessible que Budapest et Prague, mais plus chère que Sofia (Bulgarie) et Belgrade (Serbie). Hors loyer, le coût moyen de la vie en Roumanie est de 2 300 RON (462 €) par mois.



POUVOIR D'ACHAT

Selon **le rapport GfK Purchasing Power Europe 2023**, le pouvoir d'achat annuel moyen par habitant en Roumanie était de 7 738 € en 2023, ce qui représente un écart négatif de 56 % par rapport à la moyenne européenne. Au sein même du pays, les disparités régionales en la matière se creusent : Bucarest arrive en tête avec un pouvoir d'achat par habitant de 15 314 €, soit près de 100 % de plus que la moyenne nationale et 3,8 fois plus que le comté de Vaslui, qui a le pouvoir d'achat le plus faible avec seulement 4 010 €. Les dix premiers comtés ont tous un pouvoir d'achat par habitant supérieur à la moyenne. Classé dixième, le comté de Prahova a un revenu net disponible de 7 836 € par habitant et est proche de la moyenne nationale, qu'il dépasse de près de 1,3 %. Toutefois, la majorité des comtés – plus des trois quarts de l'ensemble des comtés – se situent en dessous de la moyenne nationale.

Taxes et aides d'État

La Roumanie est une république semi-présidentielle dotée d'un chef de gouvernement – le Premier ministre – et d'un chef d'État – le président. Les fonctions exécutives sont exercées à la fois par le gouvernement et par le président.

Le pays est composé de 41 comtés et de la municipalité de Bucarest. Chaque comté est géré par un conseil de comté, responsable des affaires locales, et par un préfet, responsable de l'administration des affaires nationales au niveau du comté. En Roumanie, le processus d'autorisation est relativement simple et les délais sont généralement beaucoup plus courts qu'en Europe occidentale ou même que dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale.

19%

Le taux de TVA standard

APERÇU DES INCITANTS FISCAUX EN ROUMANIE

Le taux de TVA standard est de 19 % en Roumanie. Il a été réduit à deux reprises au cours de la période 2010-2021, passant de 24 % à 20 % en 2016, puis à 19 % en 2017. Il est resté constant au cours des cinq dernières années.

Un taux réduit de 9 % s'applique aux denrées alimentaires, à l'approvisionnement en eau et au réseau d'égouts, à l'eau destinée à l'irrigation dans l'agriculture, aux engrais et pesticides utilisés dans l'agriculture, aux semences et autres produits agricoles destinés aux semis ou aux plantations, aux médicaments à usage humain et vétérinaire, au matériel médical pour les personnes handicapées, etc.

Un taux extrêmement réduit de 5 % s'applique aux services d'hébergement, de restauration et traiteur, aux journaux, aux magazines, aux billets d'entrée pour les châteaux, les musées, les zoos et les jardins botaniques, les théâtres, les foires, les expositions et les événements culturels, au transport de personnes à des fins touristiques, etc.

Parmi les incitants fiscaux en Roumanie, le Code fiscal prévoit par exemple un abattement de 16 % de l'impôt sur les sociétés pour les bénéficiaires réinvestis dans de nouveaux équipements technologiques utilisés à des fins professionnelles et une exonération de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les revenus salariaux des travailleurs du secteur informatique ou faisant partie d'équipes menant des projets axés sur la recherche et le développement, ainsi que l'innovation.



Entretien avec **Alexandru Reff, Country Managing Partner chez Deloitte Roumanie et Moldavie**

Alexandru Reff est Managing Partner de Deloitte Roumanie et Moldavie. Avocat, il possède plus de 20 ans d'expérience en droit des affaires, tout particulièrement dans les domaines des fusions et acquisitions, de l'immobilier, de la fiscalité et de l'assistance aux multinationales et aux entrepreneurs locaux en matière d'investissements, d'acquisitions et de sorties.

Que propose Deloitte à ses clients en matière de nearshoring ?

« Nous proposons à nos clients des projets de sélection de sites et de stratégie, en les accompagnant dans leur réflexion sur l'opportunité de délocaliser et, le cas échéant, sur la juridiction à choisir. Nous les guidons dans tous les aspects de la mise en œuvre, y compris lors des discussions avec le gouvernement et pour l'obtention de financements, qui sont très techniques et multidisciplinaires. Nous proposons un ensemble varié de compétences, y compris l'assistance juridique, ce qui est impératif lorsque vous construisez votre présence et devez mettre en place tous vos processus de conformité avec les travailleurs, les contrats, les fournisseurs et les clients. »

Outre les questions juridiques, quels sont les autres points que les entreprises doivent prendre en considération lorsqu'elles optent pour le nearshoring ?

« Nous donnons également des conseils sur les questions fiscales, qui sont primordiales d'un point de vue stratégique puisqu'il s'agit d'évaluer les implications, mais aussi sur la meilleure façon de structurer une entreprise dans le cadre du nearshoring. »

En ce qui concerne les aides d'État, comment la Roumanie soutient-elle les entreprises intéressées par le nearshoring ?

« Compte tenu des règles de concurrence en vigueur en Europe, le gouvernement ne peut pas distribuer de l'argent comme il l'entend. Il existe donc des programmes préapprouvés. En général, la plupart de ces programmes vous imposent

de restituer le même montant en taxes et en cotisations de sécurité sociale sur une période donnée, le plus souvent sept ans, ce qui limite quelque peu les entreprises que l'on peut attirer. Il y a en outre ce que l'on appelle les programmes d'aides d'État individuels, qui sont conçus à des fins très spécifiques et très stratégiques, et qui sont très rares. »

Y a-t-il des obstacles qui compliquent l'accès à l'aide disponible ?

« Bien que le gouvernement soit très favorable aux investissements étrangers, il gère un déficit budgétaire très important et allouer des ressources peut s'avérer difficile. Il serait injuste de faire croire que la Roumanie est le pays où la part de votre investissement subventionnée par l'État est la plus élevée, mais il est toujours possible d'obtenir des aides appréciables. »

Y a-t-il des secteurs spécifiques qui sont les plus prometteurs en matière d'aides d'État ?

« La transition énergétique bénéficie des financements les plus généreux. Nous engrangeons des succès significatifs en ce qui concerne l'obtention d'aides d'État pour des projets relatifs à l'hydrogène, aux biocarburants ou à d'autres énergies propres. La tendance s'étend également aux solutions de stockage de l'énergie comme les batteries et à la production de panneaux solaires. »

Quelles mesures le gouvernement roumain prend-il pour continuer à attirer les investissements étrangers ?

« Parallèlement à l'amélioration de la gouvernance, de la transparence et de l'efficacité, une meilleure perception de l'impôt s'impose, car le déficit fiscal constitue une faiblesse majeure. Si la dette publique globale est relativement faible et varie autour de 50 %, elle n'est nullement comparable à celle d'autres États de la région qui sont beaucoup plus endettés. »

« Les entreprises se préparent à une éventuelle augmentation de la taxation, vu la nécessité de combler ce déficit. L'idéal serait bien sûr d'augmenter la perception de l'impôt plutôt que la taxation, mais cela ne se fait pas du jour au lendemain. [Après les élections,] le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pourrait revenir à 16 %, ce qui serait tout à fait raisonnable

s'il existait une forme d'impôt progressif. L'introduction sera néanmoins complexe et cela ne sera probablement pas appliqué avant 2026, au plus tôt. »

Quels sont selon vous d'autres avantages majeurs susceptibles d'inciter des entreprises à envisager le nearshoring en Roumanie ?

« Le contexte général de la Roumanie est remarquablement stable d'un point de vue politique, économique et monétaire, ce qui a permis à l'économie d'afficher une croissance qui compte parmi les plus rapides d'Europe. Même la contraction observée en 2020 a été l'une des plus faibles en Europe et la reprise, du moins en ce qui concerne le PIB, a été assez forte. »

« Il faudra encore quelques années avant que la transformation numérique ne porte ses fruits, mais les choses se mettent en place, comme la déclaration en ligne de la TVA. Dans le cadre du programme NextGenerationEU, des fonds d'environ 6 milliards d'euros seront disponibles pour la transformation numérique du secteur public. »

Comment le marché du travail contribue-t-il à accroître la compétitivité de la Roumanie ?

« Il existe un marché de 20 millions de consommateurs qui ont désormais un pouvoir d'achat accru et une forte envie de dépenser, même

si l'on note un écart important entre les grandes villes et les campagnes en termes de pouvoir d'achat. Les Roumains ont une solide éthique du travail, en particulier dans les franges jeunes et urbaines de la population. Ils peuvent également faire valoir des aptitudes et compétences diverses, comme la maîtrise de langues étrangères. Nous avons un bon environnement pour l'enseignement de l'ingénierie, des mathématiques et des technologies. De nombreuses entreprises viennent chercher de la main-d'œuvre, qui n'est pas syndiquée, parce que les Roumains sont tout simplement prêts à travailler plus. »

« De nombreuses entreprises viennent chercher de la main-d'œuvre, qui n'est pas syndiquée, parce que les Roumains sont tout simplement prêts à travailler plus. »

#5

Conclusion

En conclusion, le nearshoring est une solution aux multiples facettes qui permet de relever les défis en constante évolution liés aux opérations commerciales mondiales. En adoptant des stratégies de nearshoring, les entreprises peuvent atteindre un équilibre délicat entre rentabilité, résilience de la chaîne d'approvisionnement et durabilité environnementale.

La Roumanie offre un témoignage convaincant du pouvoir transformateur d'un environnement politique et économique stable, de coûts de main-d'œuvre compétitifs, d'une situation stratégique et de solides investissements dans les infrastructures pour catalyser le succès du nearshoring.

Alors que les entreprises traversent les complexités du monde interconnecté actuel, le nearshoring apparaît non seulement comme une réponse tactique aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, mais aussi comme un impératif stratégique pour s'assurer une croissance durable et un avantage concurrentiel. En adoptant les principes du nearshoring, les entreprises peuvent s'engager sur la voie de l'excellence opérationnelle, de la résilience et de la réussite durable dans un environnement commercial de plus en plus volatil et incertain. Au sein de l'UE, la Roumanie pourrait bien être le point de départ idéal.



Découvrez notre offre
en Roumanie





WDP

WAREHOUSES
WITH BRAINS

WDP Romania

Strada Gara Herastrau 2, 020300 Bucharest, Romania

T. +40 31 2257 116

www.wdp.eu

 [linkedin.com/company/wdp](https://www.linkedin.com/company/wdp)

 [@WDP_EU](https://twitter.com/WDP_EU)

 www.facebook.com/WDPwarehouses